

GE_GERICHTE ATAS/265/2009 vom 6. März 2009

GE Cour de justice, 2009-03-06, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ATAS_265_2009

FR: GE_GERICHTE ATAS/265/2009 du 6 mars 2009

IT: GE_GERICHTE ATAS/265/2009 del 6 marzo 2009

Erwägungen

E. 1

Conformément au principe inquisitoire qui régit la procédure dans le domaine des assurances sociales (cf. art. 43 LPG), l'administration est tenue d'ordonner une instruction complémentaire lorsque les allégations des parties et les éléments ressortant du dossier requièrent une telle mesure. En particulier, elle doit mettre en oeuvre une expertise lorsqu'il apparaît nécessaire de clarifier les aspects médicaux du cas (ATF 117 V 283 consid. 4a; ATFA non publié du 19 mars 2004, I 751/03 consid. 3.3, RAMA 1985 K 646 p. 240 consid. 4).

- 10/12-

A/3541/2007

E. 2

En l'espèce, la recourante a fait l'objet d'une expertise bi-disciplinaire par les Drs T_____ et S_____. Aux dires de la recourante, l'entretien avec ce dernier médecin n'a duré qu'une heure. La recourante allègue dès lors que l'évaluation psychiatrique ne repose pas sur un examen approfondi, comme exigé par la jurisprudence en la matière. Le Tribunal de céans constate que l'expert psychiatre n'a pas pris contact avec les médecins traitants de la recourante. Il ne mentionne pas non plus les difficultés avec ses enfants, ne se prononce pas sur sa capacité de travail dans le passé, à savoir dès 2001, et ne dit pas depuis quand l'expertisée présente une capacité de travail totale. Enfin, il n'est pas mentionné dans l'expertise que la recourante n'arrive pas à accomplir les tâches administratives, soit notamment à payer ses factures. La superficialité du volet psychiatrique de cette expertise est par ailleurs confirmée par le courrier que la Dresse P_____ a adressé le 27 novembre 2008 au Tribunal de céans. Il en résulte que la recourante essaie de donner une autre image d'elle-même à des tiers, probablement en raison de son trouble de la personnalité, de sorte qu'on ne saurait se tenir uniquement à ses déclarations. Elle semble également se saboter elle-même et donner des messages totalement divergents à ses interlocuteurs. Au vu de la faible valeur probante, sur le plan psychiatrique, de l'expertise des Drs T_____ et S_____, il paraît ainsi indispensable de mettre en oeuvre une expertise judiciaire psychiatrique.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.